

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Social : le couple présidentiel offre un Noël festif aux enfants des familles défavorisées

R.H.A
Libreville/Gabon

L'ÉDITION de Noël 2023 n'est pas passée inaperçue à Libreville, Owendo et dans les autres communes du pays. Vendredi dernier, les enfants de la zone sud de Libreville ont reçu des mains du délégué spécial chargé de la gestion de la commune d'Owendo, le général Arnaud Sandri Nambo, des jouets à l'occasion de la fête de la Nativité. C'était au complexe sportif municipal Léon-Augé de cette commune. Cette action est à mettre au compte du couple Oligui Nguema. Lequel a tenu à mettre un large sourire sur les visages des enfants. Ce sont au total plus de 2 000 bambins issus des familles défavorisées de cette commune qui, à tour de rôle, ont reçu leurs cadeaux. " Ce geste émane de la première dame qui, dans son élan de générosité, a pensé à l'ensemble des enfants de notre pays issus des couches démunies en général, et ceux de notre commune en particulier", a rap-

Cette action est à mettre au compte du couple Oligui Nguema. Lequel a tenu à mettre un large sourire sur les visages des enfants.

pelé le délégué spécial. D'ailleurs, Zita Oligui a, elle-même partagé ses moments de joies avec les enfants à Oyem, lors de la visite de son époux dans cette localité. Précisant ensuite que cet acte cadre "parfaitement avec la vision du président de la Transition qui place le social parmi les priorités de son action, ainsi qu'en témoignent les nombreuses actions réalisées dès son accession au pouvoir". Au même moment à Libreville, les enfants des familles vulnérables préalablement recensés dans les 6 arrondissements de la capitale ont tous reçu des mains du délégué spécial en charge de la gestion de la commune de Libreville, le général Jude Ibrahim Rapontchombo, des cadeaux de la première dame. Ici aussi, l'implication de l'épouse du chef de l'État prouve, si besoin en est, sa détermination à non seulement jouer le rôle qui est le sien, mais aussi sa détermination et sa volonté à satisfaire les enfants des familles les plus nécessiteuses de son pays. C'est dans ce même élan de solidarité que 15 000 enfants de la province de l'Estuaire ont été gratifiés, le même vendredi, des cadeaux du couple présidentiel à la Baie des rois sur le front de mer de Libreville. Une cérémonie présidée par la gouverneure de l'Estuaire, Marie-Françoise Dikoumba. Précisons que ce geste du couple présidentiel s'est étendu à l'ensemble du territoire national. L'objectif étant de satisfaire tous les enfants du Gabon aussi bien de la capitale que de l'arrière-pays en cette période festive.



Les enfants d'Owendo, de Libreville ainsi que des autres communes du pays ont reçu des cadeaux de Noël du couple présidentiel.

Loi immigration en France : texte de la honte et opportunité pour le continent africain

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

UN "texte de la honte", estime la communiste Elsa Faucillon. Une loi imparfaite, mais qui devait être votée, avance le ministre de l'Intérieur français Gérard Darmanin. Adopté, mardi passé, par la chambre basse du Parlement à 349 voix pour et 186 contre, ce texte n'en finit pas de créer la controverse tant en France qu'ailleurs. Son adoption réalise une promesse d'Emmanuel Macron durant sa campagne de 2022 et vise à contrôler l'immigration et améliorer l'intégration. Si la levée de boucliers a été immédiate, ce projet de loi ravit pourtant de nombreux Français. Selon un sondage publié dans la foulée par le journal Le Figaro, 68 % des Français plébiscitent les principales mesures de la loi. Parmi elles, on retrouve la déchéance de la nationalité pour les binationaux auteurs de crimes contre les forces de l'ordre. Toujours d'après ce média, "76 % se déclarent favorables au rétablissement du délit de séjour irrégulier et 75 % adhèrent à la mise en place de quotas pour l'immigration". Et derrière tout



Les étudiants gabonais comme d'autres choisiront sans doute d'autres destinations que la France.

cela, cette loi sur l'immigration met un terme définitif au droit du sol. Ce qui est un "coup de massue pour les enfants de la République, descendants d'immigrés", explique le journal Elle. Vues d'Afrique, les premières victimes de ce texte sont les étudiants. Car il "durcit les conditions d'arrivée et de séjour en France, prévoit une hausse des frais de scolarité pour les étudiants étrangers, lesquels devront payer une "caution de retour" et seront soumis à des quotas. Des mesures jugées "discriminantes" par les syndicats et les associations", affirme Le Monde. Pour le quotidien arabophone El Khabar, cité par Le Point, "la législation adoptée est une loi purement raciste qui consacre

la discrimination raciale, car elle prive les étrangers de nombreux privilèges accordés par l'État français". Pour les Marocains, il n'y a aucun problème : ils iront désormais étudier en Chine accentuant ainsi une tendance initiée depuis quelques années. Mais si on regarde la nouvelle législation française sur l'immigration sans y mettre la moindre passion, il en ressort une opportunité pour les pays africains. Et le Maroc est l'une des rares nations qui l'a immédiatement compris. Alors que "les universités françaises risquent de perdre en attractivité dans les prochaines années, le Maroc, quant à lui, souhaite développer ses universités pour garder ses étudiants et attirer ceux d'origine subsaharienne", souligne RFI.

Erratum

Dans notre édition d'hier en page 2 (Fait du jour), nous avons malencontreusement repoussé de deux jours la date limite de la suspension exceptionnelle du couvre-feu durant cette période des fêtes de fin d'année. Le communiqué N° 0035 du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) du 23 décembre 2023 précise que cette suspension temporaire du couvre-feu va du 24 décembre au 2 janvier 2024 inclus et non au 4 janvier, comme rapporté par mégarde. Toutes nos excuses à nos lecteurs qui ont dû se rendre compte de cette méprise.